

**Accord-cadre n° 2025-02 : Prestations d'agence de voyage  
pour la réservation et la fourniture de titres de transport  
(terrestre aérien, maritimes) et des prestations  
complémentaires (nuitées d'hôtel) pour les besoins des agents  
du GIP FCIP de Lille**

---













**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**C.C.A.P. N°2025-02**

---

Appel d'offres ouvert , en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du  
code de la commande publique

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u> : Prestation d'agence de voyage pour la réservation et la fourniture de titres de transport (terrestre aérien, maritimes) et des prestations complémentaires (nuitées d'hôtel) pour les besoins des agents du GIP FCIP de Lille</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GIP FCIP de Lille 111 Avenue de Dunkerque 59000 - Lille</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>GIP FCIP de Lille, 111 Avenue de Dunkerque, 59000 Lille</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée d'exécution est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix est fixée au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie au sein du présent document.</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	5
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 3. DURÉE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	5
3.1. DUREE .....	5
3.2. FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	6
3.3. PRESTATIONS SIMILAIRES .....	6
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	6
ARTICLE 5. ASSURANCES .....	6
ARTICLE 6. INTERVENANTS .....	7
6.1. SOUS-TRAITANCE .....	7
6.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	7
<b>PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 7. REPRESENTATION DU GIP FCIP .....	8
ARTICLE 8. REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 9. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
9.1. OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	8
9.2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
ARTICLE 10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	9
ARTICLE 11. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	10
<b>PARTIE 4. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATION .....	12
12.1. VERIFICATIONS.....	12
12.2. DECISION APRES VERIFICATIONS.....	12
<b>PARTIE 5. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 13. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	13
13.1. MODALITES DE FIXATION ET CONTENU DES PRIX .....	13
13.2. PRIX PROMOTIONNELS .....	13
13.3. VARIATION DES PRIX .....	13
ARTICLE 14. AVANCE .....	14
ARTICLE 15. MODALITÉS DE PAIEMENT .....	14
15.1. PAIEMENT DIRECT DES FOURNISSEURS .....	14
15.2. DELAI DE PAIEMENT .....	14
15.3. FACTURATION.....	15
<b>PARTIE 6. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 16. PÉNALITÉS .....	16
ARTICLE 17. GARANTIE .....	17
ARTICLE 18. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	17
ARTICLE 19. CAS DE RÉSILIATION.....	17
ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	18
ARTICLE 21. DÉROGATIONS AU CCAG FCS .....	18
<b>ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....</b>	<b>20</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE LILLE	
Adresse : 111 avenue de Dunkerque CS 10023	Code postal : 59009 Lille Cedex
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : <a href="http://monavenirpro-hdf.fr/">http://monavenirpro-hdf.fr/</a>	

### ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'agence de voyage pour la réservation et la fourniture de titres de transport (terrestre, aérien, maritimes) et des prestations complémentaires (nuitées d'hôtel) pour les besoins des agents du GIP FCIP de Lille.

Les prestations attendues sont détaillées dans le CCTP.

#### ■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. Toutefois et à titre exceptionnel, le GIP FCIP garde la possibilité de réserver des titres de transport sans passer par le titulaire du présent marché. Le montant cumulé de ces achats ne peut dépasser 5% du montant maximum prévu au marché

### ARTICLE 3. DUREE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

#### 3.1. Durée

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date notification pour une durée initiale de 24 mois.

L'accord-cadre est reconductible expressément trois (3) fois pour une durée d'une année.

En cas de non-reconduction, la décision du GIP FCIP de Lille est notifiée au titulaire, par tout moyen conférant une date certaine de réception, avec un préavis de deux (2) mois avant la date d'expiration de la période en cours. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Durée initiale	Reconduction	Durée totale maximale
<b>24 mois</b>	Reconductible 2 fois pour une période de 12 mois	48 mois

La durée maximale du contrat toute période confondue est de 4 ans.

### 3.2. Forme de l'accord-cadre

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre
Sans minimum	400 000 € HT

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il s'exécute par émission successive de bons de commande selon les besoins des services du GIP FCIP de Lille. L'émission des bons de commande peut être réalisée jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

Les bons de commandes pourront s'exécuter au plus tard 6 mois après la date de fin de l'accord cadre. Cependant l'engagement comptable devra avoir été fait avant la date d'échéance de celui-ci.

### 3.3. Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS)
- Le mémoire technique
- Le cadre de réponses techniques
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## ARTICLE 5. ASSURANCES

Les dispositions de l'article 9 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 6. INTERVENANTS**

### **6.1. Sous-traitance**

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

#### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

#### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **6.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## **PARTIE 3. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 7. REPRESENTATION DU GIP FCIP**

Le pouvoir adjudicateur est le GIP FCIP de Lille.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du GIP FCIP de Lille ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 8. REPRESENTATION DU TITULAIRE**

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne parmi son réseau d'agences, une agence référente et un interlocuteur privilégié auprès du GIP FCIP pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. En cas d'absence de la personne habilitée à représenter le titulaire, ce dernier s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité de la prestation.

En cas de changement d'interlocuteur privilégié, le titulaire doit proposer un nouvel interlocuteur à l'intérieur de l'agence référente auprès du GIP FCIP disposant des mêmes compétences.

En cas de changement d'agence référente, le titulaire doit effectuer les transferts sans impacter l'organisation du GIP FCIP.

En complément de l'article 3.4 du CCAG-FCS, dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée à l'initiative du titulaire, ce dernier en avise le pouvoir adjudicateur sans délais et s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom et les qualifications dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ces changements.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 9. OBLIGATIONS DES PARTIES**

#### **9.1. Obligations du Pouvoir adjudicateur**

Le GIP FCIP de Lille sera l'interlocuteur du titulaire pour les questions de commande et de paiement durant la durée de l'accord-cadre.

Le GIP FCIP, en tant que commanditaire des prestations, conserve les responsabilités relatives :

- A la validation des attendus fixés aux prestations ;
- A la priorisation des prestations de l'accord-cadre ;
- A la soumission des demandes et au contrôle de la bonne réalisation de celles-ci ;
- Au paiement des prestations réalisées.



Le GIP s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des informations et documents nécessaires pour la réalisation des prestations.

## **9.2. Obligations du titulaire**

Le titulaire sera l'interlocuteur unique et direct du Pouvoir adjudicateur. Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants.

Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toute circonstance placé sous l'autorité et la surveillance exclusive du titulaire.

Le titulaire est tenu à une obligation d'information, de collaboration, de conseil et de mise en garde. A ce titre, il s'engage notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignement émanant du GIP et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- Demander au GIP au GIP toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- Apporter tout le soin et toute diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ;
- Délivrer les prestations et respecter les délais d'exécution demandés ;

Il assurera la responsabilité pleine et entière de toutes les prestations couvertes par le présent accord-cadre. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants de l'accord-cadre.

En cas de difficulté risquant de compromettre la bonne réalisation des prestations ou de remettre en cause les délais, le titulaire en informera immédiatement le Pouvoir adjudicateur par écrit.

Le titulaire s'engage à demander au pouvoir adjudicateur, en temps utile, toutes informations complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

### Prévention des risques de conflits d'intérêts

Durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat. Il avise l'acheteur de tout risque possible de conflits d'intérêts.

### Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

### Respect de la législation du travail

Le titulaire se doit de se conformer aux prescriptions des articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail contre le travail dissimulé.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se verra appliquer une pénalité conformément à l'article 17 du présent CCAP.

## **ARTICLE 10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire doit mettre en œuvre des démarches nécessaires afin de limiter son empreinte écologique ainsi que son impact environnemental lors de l'exécution des prestations.

Pour les deux prestations ci-dessous, les exigences à respecter par le titulaire sont les suivantes :

- Location de véhicule de courte durée : Le titulaire doit proposer une offre de véhicule hybrides rechargeables et électrique constituant au minimum 10% des réservations. Dans tous les cas, le titulaire s'engage à proposer en premier choix, à chaque fois que cela est possible, ces types de véhicules propres ;
- Billetterie aérienne, ferroviaire et maritime : Le titulaire s'engage à proposer, pour chaque demande de déplacement qui lui est adressée, la solution la moins impactante sur l'environnement, notamment la moins émissive en CO2. Cette proposition doit tenir compte des contraintes liées à cette demande en particulier des contraintes financières et des contraintes de temps. Dans tous les cas, la conformation de réservation doit mentionner la consommation en CO2 du trajet.

## **ARTICLE 11.        CLAUSE DE REEXAMEN**

Dans un souci d'optimisation et d'adaptation des prestations au regard des besoins de l'acheteur, une clause de réexamen est prévue pour permettre une révision concertée de l'organisation mise en place pour l'exécution du présent marché.

### **11.1        Objet de la clause de réexamen**

Cette clause vise à adapter les modalités organisationnelles des prestations du marché en fonction des retours d'expérience, des évolutions techniques, ou des besoins exprimés par l'acheteur, sans remettre en cause l'objet principal ni les conditions économiques du marché.

### **11.2        Déclenchement de la révision**

La révision de l'organisation des prestations peut être engagée dans les cas suivants :

- Lors de la survenance de difficultés constatées dans l'exécution des prestations, signalées par l'une ou l'autre des parties ;
- À la demande de l'acheteur, en vue de l'amélioration du service rendu aux bénéficiaires ;
- En cas de modification réglementaire ou technique impactant l'organisation prévue dans le marché.

### **11.3        Modalités de mise en œuvre**

La révision est engagée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par notification écrite adressée à l'autre partie.

Une réunion de concertation est organisée dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la notification, réunissant les représentants de l'acheteur et du titulaire.

Les parties s'efforcent d'aboutir à une solution concertée, formalisée par un avenant au marché.

### **11.4        Effet des modifications**

Toute modification validée dans le cadre de la présente clause s'applique à compter de la notification de l'avenant au titulaire.

## **11.5 Limite de la clause**

La clause de réexamen ne peut être utilisée pour introduire des **modifications substantielles** au marché, au sens des articles L. 2194-1 et suivants du Code de la Commande publique, sauf si un nouveau marché est conclu conformément à la réglementation applicable.

## **PARTIE 4. CONSTATATION DE L'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATION**

#### **12.1. Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG FCS.

Par dérogation aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés pour effectuer les vérifications des titres de transports et bons de réservation mis à disposition par le titulaire par rapport à la commande et aux éventuelles conditions particulières à appliquer en fonction du ou des voyageurs.

En cas de non-conformité à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire procède à l'annulation des titres ou bons en cause, émet sans frais les nouveaux titres et bons et en assure la mise à disposition sous 48h. Le pouvoir adjudicateur vérifie les nouvelles prestations dans les mêmes conditions.

L'absence de remarque formulée par le pouvoir adjudicateur dans le délai susmentionné vaut admission.

#### **12.2. Décision après vérifications**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## PARTIE 5. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

### ARTICLE 13. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 13.1. Modalités de fixation et contenu des prix

Les prix du présent accord-cadre sont unitaires et fermes. Ces prix sont établis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix établis sont hors TVA. La TVA applicable est celle en vigueur.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les prestations demandées au présent accord-cadre.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### 13.2. Prix promotionnels

Les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire.

Ces offres promotionnelles peuvent consister notamment :

- En une diminution du prix net d'une ou de plusieurs prestations ;
- En la mise en place de packages dit promotionnels regroupant plusieurs prestations.

Le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur, pour les prestations concernées, le tarif promotionnel par tout moyen permettant de donner date certaine. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls prix figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU). A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre contenus dans le BPU entrent de niveau en vigueur.

#### 13.3. Variation des prix

Les prix fixés dans le BPU sont réputés établis hors T.V.A., sur la base des conditions économiques du **mois précédant la remise des offres (M<sub>0</sub>)**, soit **février 2025**.

Ces prix sont valables pour la première année du marché. Ils sont **révisables** à l'échéance **annuelle** du marché, par application de la formule paramétrique ci-après :

$$P_n = P_0 [ 0,15 + 0,85 ( I_n / I_0 ) ]$$

dans laquelle : P <sub>n</sub> =	Prix révisé
P <sub>0</sub> =	Prix initial
I <sub>n</sub> =	Valeur de l'indice au mois n ; le mois n est le mois de facturation

Io =	Valeur de l'indice au mois Mo
------	-------------------------------

L'indice de référence, publié sur le site de l'INSEE, est le suivant : **CPF 79**

Le coefficient de révision, comportant trois décimales, est arrondi au millième supérieur.

## **ARTICLE 14. AVANCE**

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du Code de la Commande publique, sauf refus du titulaire exprimé dans l'ATTR11, une avance forfaitaire sera versée.

L'option A du CCAG FCS est retenue.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire de l'accord-cadre :

- 10% pour les titulaires autre que les PME
- 20% pour les PME

### Conditions de versement et de remboursement :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 15. MODALITES DE PAIEMENT**

### **15.1. Paiement direct des fournisseurs**

Le titulaire du marché assure le paiement direct et systématique des fournisseurs (compagnie aériennes, compagnies d'assurance, loueurs de voiture, prestations hôtelières, ect) sans surfacturation.

Un audit pourra être effectué à la demande du GIP sur les dossiers de voyage.

### **15.2. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de

recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

### **15.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : GIP FCIP de Lille

SIRET : 18592161600057

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

### ARTICLE 16. PENALITES

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités, et les réfections le cas échéant, prévus au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier électronique motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
<b>Défaillance dans la prise en charge des réservations off-line</b>	500 euros par défaillance constatée
<b>Défaillance dans le devoir d'information et conseil aux voyageurs</b>	200 euros par défaillance constatée
<b>Pénalité pour non-respect du délai de transmission de devis pour déplacement</b>	30 euros HT par jour calendaire
<b>Pénalité pour non-respect du délai de transmission de devis pour déplacement urgent</b>	100 euros HT par jour calendaire
<b>Pénalité pour non-respect du délai de transmission de titres de transport et/ou vouchers de manière électronique</b>	50 euros HT par jour calendaire
<b>Pénalité pour non-respect du délai de transmission de titres de transport et/ou vouchers en cas d'impossibilité de transmission par voie électronique</b>	50 euros HT par manquement constaté
<b>Pénalité pour non-respect du délai de non-communication des données statistiques de suivi d'exécution</b>	50 euros HT par jour calendaire
<b>Pénalité pour non-respect de la législation du travail</b>	500 euros HT par manquement avéré



Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne bénéficie d'aucun seuil d'exonération des pénalités.

## **ARTICLE 17. GARANTIE**

Le titulaire garantit la conformité et le bon fonctionnement des prestations fournies pendant toute la durée d'exécution du marché, à compter de la date de notification.

A ce titre, le titulaire s'engage à :

- Remédier, à ses frais exclusifs, à tout défaut ou dysfonctionnement des prestations constaté par l'acheteur (par simple mail et/ou par courrier recommandé avec accusé de réception).
- Assurer la correction des prestations défectueuses dans le délai fixé par l'acheteur.

En cas de non-respect des obligations de garantie, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités afférentes

## **ARTICLE 18. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 19. CAS DE RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2142-1 et suivants du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Lorsque la résiliation est prononcée au motif que le titulaire a déclaré ne pas pouvoir exécuter ses engagements, celui-ci encourt une pénalité égale à 5 % du montant hors taxes de l'ensemble de l'accord-cadre.

Le décompte de résiliation comprend le montant de cette pénalité au débit du titulaire dans les conditions prévues au CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaît par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la personne responsable de l'accord-cadre des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal. A défaut, le syndicat mixte se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS.

### **19.1 Règlement amiable des litiges**

En cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

### **19.2 Juridiction compétente**

Le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039  
59014, Lille Cedex  
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42  
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr  
Fax : (+33) 3 59 54 24 45  
Adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable.

## **ARTICLE 21. DEROGATIONS AU CCAG FCS**

Articles du CCAP par lesquels sont introduites les dérogations		Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
<b>Article 12.1</b>	Vérifications	Articles 27 et 28.1
<b>Article 16</b>	Pénalités	Article 14

Signature du pouvoir adjudicateur :	Signature du titulaire :
Fait à , le	Fait à , le

## ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

---

### ARTICLE 1 . DEFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

### ARTICLE 2 . OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

### ARTICLE 3 . OBLIGATIONS DES PARTIES

#### 1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

#### 2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

#### 3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

#### 4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

## **5. Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

## **6. Documentation et conformité**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

## **7. Recours à des sous-traitants ultérieurs**

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

## **ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT**

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

## **ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

### **1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
  - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
  - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
  - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

## **2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

### **ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.



## ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

## ARTICLE 8 . DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :	Agents du GIP FCIP
Catégories de données à caractère personnel traitées :	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Données de localisation</li><li>▪ Information d'ordre économique et financier</li><li>▪ Données d'identification</li><li>▪ Documents officiels</li></ul>
Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires :	
Nature du traitement :	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Collecte</li><li>▪ Enregistrement</li><li>▪ Organisation/Structuration</li><li>▪ Conservation</li><li>▪ Adaptation ou modification</li><li>▪ Extraction</li><li>▪ Consultation</li><li>▪ Utilisation</li></ul>
Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :	Délivrer des titres de transport et prestations associés aux agents du GIP FCIP de Lille.
Durée du traitement :	Durée du marché
Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :	



## ARTICLE 9 . MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES, Y COMPRIS MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES VISANT A GARANTIR LA SECURITE DES DONNEES

Information : Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :	
Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement :	
Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique :	
Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :	
Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :	
Mesures de protection des données pendant la transmission :	
Mesures de protection des données pendant le stockage :	
Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :	
Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :	
Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :	
Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :	

Mesures de certification/assurance des procédés et produits :	
Mesures visant à garantir la minimisation des données :	
Mesures visant à garantir la qualité des données :	
Mesures visant à garantir une conservation limitée des données :	
Mesures visant à garantir la responsabilité :	
Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :	
Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement :	
Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :	

## ARTICLE 10 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	